



## **Résolution 1 : Université et savoirs au cœur de l'action de l'UEA**

**La Grèce, l'Italie, la France etc. le malaise et la colère sont grandissants dans la jeunesse, face des gouvernements qui n'apportent que des réponses alternativement sécuritaires et réactionnaires.** En témoigne en France le secrétariat d'État à la jeunesse, tentative sarkozyste de calmer les esprits. Au cœur du problème, ce sont les principes de l'Ecole républicaine et de l'accès de tous aux savoirs qui sont chaque jour un peu plus bafoués. Partout en Europe, les jeunes diplômés ne supportent plus le manque de reconnaissance de leur diplôme. Partout en Europe, les jeunes sont utilisés comme variables d'ajustement au sein de marchés du travail où règnent la flexibilité et la précarité.

**La crise économique que nous vivons renforce nos analyses et nos combats et rend d'autant plus nécessaire le changement de société.**

Depuis plusieurs années, les négociations au sommet des institutions internationales, en particulier l'OMC, ont mis au centre de leurs préoccupations les questions éducatives. En cause : le dernier bastion du service public, dans lequel ne s'appliquent pas encore les règles de la concurrence et du marché. Les conséquences sont connues en Europe : le processus de Bologne est la suite logique de ces décisions internationales, conduisant à très court terme à la privatisation du savoir et renforçant encore l'ouverture des universités au privé.

**Dans un contexte de crise mondiale, donc de restriction des horizons, l'Université est une manne pour la relance des grandes firmes capitalistes et des États :** l'ouverture d'un nouveau marché par la multiplication des contrats Université-Entreprise est une aubaine pour favoriser la spéculation. De plus, cela donnerait à la classe dominante un contrôle total sur le savoir (déjà très important grâce à la brevetabilité des connaissances) : réduire l'accès au savoir et à sa maîtrise, c'est réduire d'autant les contre-pouvoirs.

**Tant que nous ne parviendrons pas à donner corps, de manière commune, à un projet nouveau pour l'enseignement, notre crédibilité restera faible :** si les mobilisations pour défendre le service public du supérieur et la Recherche publique se sont multipliées, trop peu ont été réellement victorieuses. Il nous faut alors mettre en avant le combat de classe qui s'opère, puisque les réformes actuelles, loin d'être purement techniques, sont réellement des choix idéologiques de la classe dominante.



## **Des défis majeurs à relever ensemble**

**Le premier est le service public.** Souvent, on brandit cette notion comme l'étendard des luttes sociales. Cependant, nous avons négligé l'importance de ces principes et la portée de ses missions : le service public ne peut être simplement le bouclier contre les agressions permanentes de la sphère économique, pas plus évidemment qu'il ne peut en être le réceptacle. Redonner au service public son rôle c'est avant tout lui donner les moyens d'exister, à savoir des crédits suffisants, contrôlés directement par les intéressés ; c'est ensuite l'étendre et le démocratiser pour qu'il soit un outil d'émancipation pour toute la population. Au final, c'est bien à elle que doivent profiter les avancées dans la recherche, les nouvelles conceptions du monde, la mise à jour de son histoire ! Enfin, nous avons besoin d'une université et des structures de recherche fortes pour mettre en œuvre une grande politique économique qui s'appuie sur les réelles forces vives, productrices des biens communs. Seule l'intégration à de grands pôles publics des acquis de la science permet alors d'envisager une réelle expansion du service public.

**Le second défi est celui de la place des savoirs dans la société, l'indépendance intellectuelle et la reconnaissance des contre-pouvoirs.** Depuis le début de la mandature Sarkozy, les contre-pouvoirs qui existaient encore dans la société française tendent à se réduire très rapidement à travers les réformes de la presse et de l'audiovisuel, la réforme des institutions ou celle de la justice et bien évidemment les réformes s'attaquant à l'Université ou à la Recherche publique. Face à la civilisation du zapping, à l'atomisation des connaissances, aux nouvelles formes d'oubli voire de révisionnisme historique, nous devons être à l'offensive : il s'agit à la fois de préserver l'indépendance des chercheurs du pouvoir politique et de trouver les moyens de dépasser le seul cadre universitaire pour revaloriser et développer les savoirs.

**Le troisième défi est celui de la mise en cohérence de tous les combats.** Nous aspirons à transformer l'Université, à lui apporter les changements nécessaires pour qu'elle puisse remplir son rôle de service public. Mais nous devons lier cette exigence à celle de transformer la société dans tous ces aspects et en particulier à la nécessité de dépasser les rapports de production capitalistes. Sans notre combat pour changer la société, aucune réforme de l'enseignement supérieur ne permettra une réelle émancipation des individus ou un progrès humain décisif. L'enseignement supérieur doit être considéré comme l'un des fronts à ouvrir dans la bataille pour le dépassement du système capitaliste.



## **Impulser une triple transformation de l'Université :**

### **– Unifier l'enseignement supérieur au sein d'une Université démocratisée :**

La classe dominante organise le développement des inégalités sociales par la division de l'enseignement supérieur en deux types d'établissements et filières : ceux réservés à la formation de la minorité nécessaire à sa pérennisation en tant que classe et ceux pour accueillir la grande majorité des élèves destinés à l'exploitation pour le maintien du socle de l'organisation des rapports de production du système capitaliste. **Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'organisation du supérieur aux impératifs de reproduction sociale et d'élitisme de la classe dominante, l'unification des formations au sein de l'Université et la démocratisation de celle-ci.**

### **– Construire une Université au service de l'émancipation des travailleurs et des besoins sociaux :**

La classe dominante soumet l'Université aux intérêts privés, au prix fort pour les étudiants. La vague de réformes qui démarre au LMD et qui culmine avec la LRU tend à donner à l'Université le rôle de former des salariés dociles et bon marché et de développer une recherche seulement capable de générer des profits immédiats. « L'opération Campus » menée par le gouvernement va dans ce sens. **Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'Université aux logiques de rentabilité, une Université qui soit un outil pour l'émancipation de tous les travailleurs et qui contribue à répondre aux besoins sociaux.**

### **– Construire une Université au service de la démocratie et de la vie en société :**

La classe dominante brise les espaces de controverse idéologique à l'Université pour rendre son idéologie dominante en s'accaparant production et diffusion des savoirs. Elle place les étudiants dans un rapport consumériste au savoir : les cours sont assimilés à des prestations de service délivrées par les enseignants. La structuration de l'Université et l'individualisation des parcours renforcent ce processus. **Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'Université à l'idéologie dominante, une Université qui soit un outil pour placer le pouvoir dans les mains des citoyens et permettre le développement de la vie en société.**



## **Résolution 2 : Unifier l'enseignement supérieur au sein d'une Université démocratisée**

La classe dominante organise le développement des inégalités sociales par la division de l'enseignement supérieur en deux types d'établissements et filières : ceux réservés à la formation de la minorité nécessaire à sa pérennisation en tant que classe et ceux pour accueillir la grande majorité des élèves destinés à l'exploitation pour le maintien du socle de l'organisation des rapports de production du système capitaliste.

**Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'organisation du supérieur aux impératifs de reproduction sociale et d'élitisme de la classe dominante, l'unification des établissements et filières au sein de l'Université et la démocratisation de celle-ci.** Nous pensons que l'unification doit viser l'égalité en droit des étudiants et de nouvelles perspectives de progrès humain. La démocratisation doit contribuer à l'émancipation individuelle et collective de la classe dominée, une émancipation déterminée en dernière instance par le dépassement des rapports de production capitalistes.

### **Réaliser l'unification de l'enseignement supérieur pour l'égalité en droit de ses acteurs et de nouvelles perspectives de progrès humain**

L'éclatement statutaire actuel de l'enseignement supérieur (statuts des différentes universités et IUT, dont les disparités se renforcent avec la LRU, statut des IUFM, des classes préparatoires et STS intégrées aux lycées... ; statut des différentes filières aussi), entraîne de facto des inégalités entre les différents acteurs (entre étudiants et entre personnels). Ces inégalités se retrouvent notamment dans la diversité de niveau des frais d'inscriptions, du taux d'encadrement des élèves, des conditions de travail des personnels... Le développement de ces inégalités s'oppose aux principes du service public.

Réaliser une unification des formations du supérieur au sein de l'Université signifie pour nous : assurer le caractère entièrement public de l'Université et maintenir les formations canoniques dans le privé sans subvention d'Etat ; développer dans l'ensemble des formations le lien entre Enseignement et Recherche ; prendre le meilleur des approches pédagogiques des cursus actuels ; harmoniser l'emploi public du supérieur dans un nouveau cadre statutaire protecteur ; assurer le développement du maillage territorial des universités ; regrouper toutes les formations sous l'égide du ministère de l'éducation nationale.

Ces propositions ont un double objectif. D'une part, elles permettent de réaliser l'égalité en droit de tous les acteurs. Par exemple, le développement du maillage territorial contribue notamment à assurer à tous les étudiants une formation proche de leur lieu de vie et réduit par la même l'important coût du transport ; un cadre statutaire protecteur pour tous les salariés de l'Université assure quant à lui l'égalité devant le droit du travail. D'autre part, les objectifs définis offre de nouvelles perspectives de progrès humain. Par exemple, développer dans l'ensemble des formations le lien entre Enseignement et Recherche assure à tous un niveau de formation, de compréhension, de raisonnement, de capacité d'invention plus que jamais nécessaire au vu des besoins sociaux.



**Les étudiants communistes portent à terme l'objectif de constitution d'un service public unifié de l'Enseignement et de la Recherche, géré par des instances où les acteurs sont représentés à parité.**

### **Démocratiser l'enseignement supérieur pour l'émancipation individuelle et collective de la classe dominée**

La refonte statutaire de l'enseignement supérieur contribue grandement à l'enjeu de la démocratisation mais ce n'est pas une réponse suffisante. Pour avoir une université réellement démocratisée, c'est à dire à laquelle chaque individu a accès mais surtout dans laquelle chaque individu peut atteindre ses propres ambitions de formation, il est nécessaire de repenser le financement des études dans leur ensemble.

Tout d'abord, afin d'assurer à tous l'accès aux études, nous pensons que l'enseignement supérieur doit être financé non pas individuellement, comme il tend à l'être, mais par l'impôt. En effet, l'éducation est un bien collectif, et la formation apportée aux étudiants bénéficie à l'ensemble de la société. Ce système de financement permettrait donc la gratuité totale de l'accès aux universités. Les dotations doivent être réalisées sur des critères objectifs de fonctionnement, par exemple le nombre d'étudiants, mais répondre également aux ambitions des universités dans le cadre du service public, par exemple en attribuant des financements pour des projets pédagogiques locaux.

De plus, partant du constat que l'étudiant est un jeune travailleur en formation, nous devons porter la mise en place d'une quatrième branche de la sécurité sociale, gérant l'intégralité des aides aux étudiants, que ce soit une aide directe comme une allocation de formation ou des aides indirectes sur le logement ou la santé. Nous pensons que cette branche de la sécurité sociale doit entièrement être financée par le patronat et les travailleurs, qu'ils soient actifs ou en formation. Elle serait donc financée en partie par les cotisations salariales, ce qui implique évidemment une augmentation du salaire brut en conséquence. Sa gestion s'effectuerait à parité entre les travailleurs et les étudiants.

Bien entendu, financer de telles réformes nécessite d'une part d'arrêter la logique de baisse globale des recettes de l'État (exonération des cotisations patronales en particulier) et d'autre part d'engager une réforme fiscale radicale afin de permettre à l'État de bénéficier des fonds nécessaires. Il est nécessaire de revoir l'impôt sur le revenu, en augmentant la progressivité de celui-ci et en taxant de manière plus importante les hauts revenus. De plus, on pourrait utiliser les profits des entreprises de manière plus importante, afin d'utiliser la plus-value, non pour enrichir une minorité, non pour contrôler des formations visant l'« employabilité », mais pour participer au financement d'une formation émancipatrice pour les futurs travailleurs.

**Les étudiants communistes visent en somme une réelle démocratisation d'une Université réinventée (comme espace unifiant les formations supérieures) par une réforme du financement des universités et par un statut social du travailleur en formation ambitieux.**



### **Résolution 3 : Construire une Université au service de l'émancipation des travailleurs et des besoins sociaux**

La classe dominante soumet l'Université aux intérêts privés, au prix fort pour les étudiants. La vague de réformes qui démarre au LMD et qui culmine avec la LRU tend à donner à l'Université le rôle de former des salariés dociles et bon marché et de développer une recherche seulement capable de générer des profits immédiats. « L'opération Campus » menée par le gouvernement va dans ce sens.

**Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'Université aux logiques de rentabilité, une Université qui soit un outil pour l'émancipation de tous les travailleurs et qui contribue à répondre aux besoins sociaux.** Cela implique qu'elle forme les citoyens à être des travailleurs qualifiés en maîtrise du processus de production, qu'elle contribue à sécuriser l'entrée dans l'emploi des diplômés pour protéger tous les travailleurs, qu'elle développe la recherche fondamentale pour le progrès humain.

#### **Former les citoyens à être des travailleurs qualifiés en maîtrise du processus de production**

La future norme d'une formation supérieure réellement émancipatrice est, pour les étudiants communistes, une formation hautement qualifiante qui lie étroitement Enseignement et Recherche afin de répondre aux besoins nouveaux de la société associés à la révolution informationnelle qui s'opère.

La formation supérieure initiale doit par ailleurs être distincte de la formation professionnelle qui relèverait quant à elle exclusivement des entreprises. Parallèlement, la formation continue à l'Université doit répondre aux ambitions de formation des individus et à l'évolution des besoins sociaux alors que la formation professionnelle continue en entreprise doit répondre aux besoins spécifiques de l'entreprise pour sa production.

La formation doit également, quelque soit le parcours de formation, donner les clés aux futurs travailleurs pour leur permettre de comprendre l'environnement économique (système économique -agents, mode et rapports de production en particulier-, marché et droit du travail...) de leur futur métier. Il s'agit ainsi de permettre à chacun de maîtriser le processus de production dans lequel il s'inscrit, condition de sa capacité à porter avec d'autres travailleurs l'exigence d'évolutions de celui-ci en rapport avec l'évolution des besoins sociaux.

**Les étudiants communistes portent l'idée d'un nouveau système de formation initiale et continue à l'Université dont les parcours, la nature des savoirs enseignés en leur sein et les diplômes auxquels ils conduisent permettent de répondre à la nécessaire hausse générale des qualifications et à la maîtrise par les individus des processus de production.**



## **Sécuriser l'entrée dans l'emploi des diplômés pour protéger tous les travailleurs.**

Nous voulons opposer à la régulation du système capitaliste par le chômage et la précarité d'une grande partie des jeunes salariés, une sécurisation de l'entrée dans l'emploi de ceux-ci pour permettre la sécurisation progressive des parcours de l'ensemble des travailleurs. Ainsi, nous ferons de l'entrée dans l'emploi des nouvelles générations de diplômés un des leviers d'une transformation du système économique visant l'éradication du chômage et de la précarité.

Nous devons pour cela construire un dispositif d'accompagnement pour le premier emploi. Ce dispositif doit assurer l'autonomie financière de l'étudiant en recherche d'emploi, une aide pour l'orienter dans ses démarches et réfléchir à préciser son projet professionnel dès le début de l'année d'étude précédent le premier emploi. Il doit aussi permettre le suivi du jeune travailleur dans les premiers mois de son activité professionnelle. Il doit enfin être géré conjointement par les étudiants et les travailleurs.

**Pour les étudiants communistes, une insertion professionnelle efficace nécessite la mise en place, au sein d'un pôle public de l'emploi et de la formation pour tous les travailleurs, d'un dispositif d'accompagnement pour le premier emploi.**

## **Promouvoir la Recherche publique pour le progrès humain**

La Recherche publique doit être préservée de tout critère de rentabilité. Parallèlement, les institutions au rôle prépondérant comme les organismes de Recherche doivent être indépendants du pouvoir politique : vouloir déterminer a priori quelle recherche mènera à des applications concrètes est une aberration scientifique.

Le maintien du statut des enseignants-chercheurs est une nécessité pour le développement de la Recherche publique et la popularisation des problématiques de Recherche, enjeu majeur que nous soulignons dans la résolution « *Construire une Université au service de la démocratie et de la vie en société* ».

Promouvoir la Recherche publique est une condition du Développement, c'est-à-dire une condition de l'utilisation des connaissances acquises, par exemple pour la production industrielle d'un produit nécessaire à la satisfaction de nos besoins sociaux. Nous estimons que cela nécessite qu'une part conséquente du PIB soit consacrée à la Recherche publique.

**Pour les étudiants communistes, la Recherche publique doit donc être préservée de toute exigence de rentabilité et du pouvoir politique et être promue afin de produire les connaissances pour nourrir les travaux de Développement et faire ainsi évoluer notre façon de subvenir à nos besoins.**



## **Résolution 4 : Construire une Université au service de la démocratie et de la vie en société**

La classe dominante brise les espaces de controverse idéologique à l'Université pour renforcer son idéologie dominante en s'accaparant production et diffusion des savoirs. Elle place les étudiants dans un rapport consumériste au savoir : les cours sont assimilés à des prestations de service délivrées par les enseignants. La structuration de l'Université et l'individualisation des parcours renforcent ce processus.

**Nous voulons opposer à l'assujettissement de l'Université à l'idéologie dominante, une Université qui soit un outil pour placer le pouvoir dans les mains des citoyens et permettre le développement de la vie en société.** Cela implique que celle-ci forme les citoyens à l'exercice de leur pouvoir, qu'elle développe une vie universitaire pour enrichir le capital culturel des étudiants et qu'elle irrigue les débats de la société par les débats de la Recherche pour permettre à chacun d'en saisir les enjeux.

### **Former les citoyens à l'exercice de leurs pouvoirs**

Il convient avant-tout d'opérer des transformations dans l'enseignement secondaire et primaire de ce point de vue.

D'abord, nous affirmons que le statut d'enseignant-chercheur est indispensable pour une formation de qualité. L'Université ne doit pas se contenter de transmettre des savoirs mais elle doit aussi sans cesse les ré-interroger, les approfondir et par ses recherches, l'enseignant-chercheur se situe à la pointe des connaissances qu'il diffuse aux étudiants : c'est pourquoi, l'enseignant est indissociable du chercheur.

Ensuite, nous pensons que permettre un large accès aux différents savoirs est la source d'une culture riche et diversifiée. Il est donc éminemment nécessaire de faire en sorte que chaque filière, chaque enseignement soit assuré de leur pérennité et d'un développement en rapport avec les besoins sociaux.

Par ailleurs, la spécialisation à court terme à laquelle est destinée une part toujours croissante de la population étudiante va dans le sens d'une accapARATION du savoir par une minorité et donc d'un recul de la démocratie. La démocratie, littéralement « le pouvoir du peuple », ne peut exister sans que chacun soit maître du savoir nécessaire à la prise de décision.

**Les étudiants communistes veulent renforcer le lien Enseignement-Recherche, permettre le développement d'une pluralité des filières et favoriser l'interdisciplinarité.**

### **Développer une vie universitaire pour enrichir le capital culturel des étudiants**

L'existence de syndicats, d'associations, d'organisations politiques dans et hors des universités et la part importante qu'y prennent les étudiants, les enseignants et les personnels montrent qu'il est possible de faire de la fac un lieu de rencontre, de débat, ouvert à tous. A chaque fois qu'une organisation tient une initiative, c'est un moment où par la discussion et l'action, s'échangent les idées, les expériences et se



construisent les aspirations.

Travailler dans une association est aussi un apprentissage citoyen et doit être encouragé comme tel, car il permet la prise et la gestion de responsabilités, la connaissance de questions juridiques et financières, l'apprentissage des pratiques démocratiques, de la démocratie interne... Il faut donc renforcer les moyens aux associations travaillant dans les universités : subventions, locaux etc...

Permettre aux étudiants étrangers d'accéder aux universités françaises est également important pour favoriser l'échange des cultures, un échange tant sur les connaissances elles-mêmes que sur le rapport à la société. Il faut avant-tout en finir avec la chasse aux sans-papiers et ouvrir les frontières à tous les individus. Il faut développer les échanges internationaux : bourses de mobilité, égalité en droit entre étudiants français et étrangers...

**Les étudiants communistes veulent permettre à d'autres expressions du savoir que la forme universitaire de pénétrer dans les murs des universités : la vie associative et culturelle a toute sa place à l'Université. Nous pensons qu'il est primordial de promouvoir l'engagement associatif et d'encourager les échanges culturels.**

### **Irriguer les débats de la société par les débats de la Recherche pour permettre à chacun d'en saisir les enjeux.**

Il s'agit d'abord de développer la Recherche publique et de la préserver de toute exigence de rentabilité comme nous l'avons affirmé dans la résolution « *Construire une Université au service de l'émancipation des travailleurs et des besoins sociaux* ».

Parallèlement, il est important de populariser l'accès au savoir, il faut vulgariser l'idée selon laquelle la possession de savoirs et la maîtrise de leur expression sont à la base de la démocratie et de la vie en société. L'Université est bien sûr le lieu privilégié de cette connaissance et le premier lieu pour la popularisation des enjeux de la Recherche.

En outre, puisque l'étudiant produit du savoir, il doit être reconnu en tant qu'acteur. Il faut démocratiser la Recherche, bien souvent réservée aux étudiants de second cycle et donc, dans les conditions actuelles, aux étudiants les plus aisés. Initier à la Recherche dès le premier cycle semble être une piste intéressante pour porter à la connaissance des étudiants des enjeux qui leur échappent bien souvent.

Enfin, de même que nous considérons qu'il est important que l'Université et les étudiants aient toute leur place au sein de la société, nous pensons qu'il faut sortir les campus universitaires de leur enclave actuelle pour élargir le champ de partage des connaissances. L'intégration de l'Université dans la société peut se faire par le biais de débats sur la place publique : faire des places de la ville de nouvelles *agora* et ainsi déplacer le campus au cœur de la vie sociale et de la vie politique, de la *polis* en fait.

**Les étudiants communistes portent l'idée que les débats de société doivent être irrigués par les débats de la Recherche : il s'agit de substituer au débat d'experts univoques une confrontation d'idées qui relève du débat scientifique sur les enjeux réels de tel ou tel choix pour que la démocratie puisse s'exprimer et la société progresser.**



## **Résolution 5 : Une charte revendicative pour lutter au quotidien**

Le rôle premier de l'UEC est de porter un projet de transformation de l'Université et de la société. Pour cela, en tant que militants communistes, nous participons au développement des luttes étudiantes. **C'est en étant présent au quotidien dans les luttes que nous pourrons confronter notre projet aux attentes des étudiants et travailler de manière efficace au développement d'un rapport de force permettant de réaliser les changements que nous voulons.**

Pour l'efficacité des luttes, nous faisons la promotion d'un engagement syndical ou associatif. En effet, ces acteurs de la vie universitaire agissent pour la défense des intérêts étudiants et la satisfaction de leurs besoins immédiats. En plus de leur utilité concrète, ils donnent accès aux instances des universités - où à défaut parfois de réels pouvoirs les élus étudiants sont informés des mesures prises - et permettent de mettre en place un rapport de force institutionnel.

Une charte revendicative a pour but de définir des revendications à court et moyen termes que nous voulons porter. Elle associe aux trois axes de notre projet des objectifs plus immédiats, qui sont autant de débouchés aux luttes locales ou nationales et d'outils concrets pour aiguïser les contradictions du système capitaliste et pouvoir amener notre projet pour l'Université.

### **Construire un cadre pour des diplômes reconnus**

Afin de permettre à tous d'acquérir un diplôme de qualité réellement reconnu dans le monde du travail, il est nécessaire de renégocier les rapports entre grille salariale et diplôme. En effet, la reconnaissance dans les conventions collectives de l'équivalence entre un diplôme et un salaire est nécessaire afin de lutter contre la précarité toujours croissante que rencontrent les salariés. Cela nécessite bien entendu un retour à un cadrage national des diplômes, en termes de volume horaires et d'orientations pédagogiques notamment, ce qui s'oppose à la réforme LMD et au plan Licence.

### **Sécuriser les emplois de la fonction publique**

Il est également nécessaire, pour que les conditions d'études soient meilleures, de mettre en place un plan de recrutement de personnels (enseignants-chercheurs et BIATOSS), sous le régime de la fonction publique, afin de permettre un meilleur encadrement pédagogique et administratif des étudiants. Le CROUS doit également bénéficier d'un plan de ce type, afin de permettre une meilleure prise en charge de l'aide sociale étudiante. La titularisation des personnels vacataires est également un point indispensable.



## **Rénover les locaux du service public**

Il est nécessaire de mettre en place un plan de financement pour la rénovation des locaux universitaires et de ceux des CROUS (cité-U, resto-U,...), la vétusté de nombre d'entre eux n'étant plus à démontrer, afin de permettre aux étudiants et personnels de travailler dans un cadre sécurisé et agréable.

## **Mettre en place un statut pour les stagiaires**

Le stage, en tant qu'outil pédagogique, peut avoir une certaine validité. Mais nous ne pouvons tolérer les stages actuels qui ne font que renforcer la précarité des étudiants et la concurrence en remplaçant des salariés par des stagiaires non-payés. Il est donc nécessaire de demander à ce que les stages soient soumis au contrôle pédagogique de commissions paritaires d'enseignants-chercheurs et d'étudiants.

De plus, les stagiaires ne doivent être embauchés en surnombre, afin de ne pas occuper des postes qui doivent être donnés à des salariés. Par ailleurs, l'acceptation des stages par les structures d'accueil (entreprises ou associations) doit être obligatoire, dans la limite de quotas fixés nationalement.

La question de la rémunération de ces stages doit également être posée et doit correspondre à ce qu'est le stage. Si comme c'est souvent le cas, il correspond à une vente de force de travail, alors il doit être rémunéré. Si c'est un stage d'observation, de découverte sans réelle participation à la production alors le remboursement des frais liés au stage peut suffire.

## **Développer un statut social du travailleur en formation**

Une autre nécessité pour que les étudiants puissent travailler dans de bonnes conditions est celle de l'aide financière. Pour cela, une augmentation immédiate en nombre et en montant des bourses sur critères sociaux serait une première étape. Le financement pourrait être assuré par la suppression de la demi part fiscale accordée aux familles les plus aisées, ce qui permettrait un doublement du montant global de l'aide sociale. La remise à plat des critères d'obtention des bourses est dans ce cadre impérative : il est nécessaire d'augmenter le nombre d'échelons, afin de rendre compte de la diversité du milieu étudiant.

Afin d'empêcher que cette hausse des revenus étudiants entraîne un développement de la spéculation, notamment dans le domaine immobilier, il faut en parallèle qu'un grand nombre de services (logement, restauration, communication,...) soient ramenés dans le giron public, afin de permettre aux étudiants de bénéficier de tarifs réglementés, inférieur au coût de production, et tendant à terme à la gratuité. Au delà de la refonte du système de bourses et de ces propositions, il est nécessaire de porter à terme une réforme structurelle du système d'aides pour la mise en sécurité sociale de l'étudiant.



---

## **Réaliser l'égalité en droits avec les étudiants étrangers et développer la mobilité internationale**

L'Université, lieu de partage des savoirs, doit être ouverte sur le monde et a une vocation internationale forte. En conséquence, il est nécessaire que toute personne venant sur le territoire français pour étudier puisse obtenir, sans justificatif autre que ceux demandés aux étudiants français, une carte d'étudiant lui donnant immédiatement droit à une carte de séjour pour toute la durée de ses études, sans condition aucune.

De plus, afin de permettre à tous les étudiants de se nourrir d'autres cultures, participant ainsi à leur émancipation intellectuelle, il est nécessaire de développer, en nombre et en montant, les bourses à la mobilité internationale, afin de permettre à tout étudiant le désirant de passer une année d'étude dans le pays de son choix.

### **Promouvoir une gestion démocratique du service public**

**Il est également important que l'Université garde sa gestion démocratique. Là où la LRU bafoue toute idée de gestion commune des universités, nous pensons qu'il est important de revoir complètement le système.** En effet, les conseils universitaires doivent prendre une plus grande place dans la gestion de l'université, afin de ne pas concentrer les pouvoirs entre les mains d'un président et de son équipe. De plus, nous pensons que la composition de ces conseils doit tendre à la parité entre étudiants, enseignants-chercheurs et BIATOSS.



## **Résolution 6 : Solidarité, paix, autodétermination, révolution !**

L'UEC doit s'engager sur le front de la solidarité avec les autres formations communistes et progressistes, ainsi que sur les questions de la paix, de l'autodétermination des peuples et sur l'enjeu des institutions internationales. Nous devons analyser la crise mondialisée du capitalisme et les politiques réactionnaires des gouvernements autant que les voies de dépassement qui naissent, en particulier en Amérique Latine.

### **Développer la solidarité internationale par le soutien aux luttes**

Au Sénégal au sein du Mouvement des Élèves et Étudiants du Parti de l'Indépendance et du Travail (MEEPIT), en Tunisie au sein de l'Union Générale des Etudiants Tunisiens (UGET), en Colombie au sein de la Federación de Estudiantes Universitarios (FEU) comme dans nombre de pays, nos camarades sont la cible d'une répression gouvernementale extrêmement dure.

Cette répression se traduit de multiples façons : campagnes de désinformation ; menaces d'interdiction des organisations ; systèmes de répression nationaux ; arrestations et emprisonnements politiques ; assassinats de leaders étudiants... Tous les moyens sont employés par la classe dominante et ses représentants pour écraser toute velléité révolutionnaire.

Nous devons informer, sensibiliser et mener des actions de solidarité active pour aider nos camarades : dénoncer une situation en informant la presse ; envoyer des lettres ou des messages vidéos de soutien ; faire signer des pétitions ; demander aux élus communistes de s'exprimer publiquement... tous ces gestes sont d'une grande importance pour soutenir tous ceux qui luttent.

### **Agir pour la paix et l'autodétermination des peuples**

Le combat pour la paix, aux cotés de tous les jeunes communistes, doit, lui aussi, guider notre action internationale. Il nous faut sensibiliser les étudiants sur les questions de la Palestine, de l'Afghanistan, du Liban, du Kurdistan... en faisant toujours le lien entre guerres et impérialisme. Par exemple, pour la Palestine, il nous faut mener le combat pour la reconnaissance des crimes de guerre d'Israël. Il nous faut réfléchir à mener des actions financières en coopération avec des associations sportives, culturelles ou humanitaires.



## **Faire la lumière sur le rôle des institutions internationales**

Le capitalisme a créé les institutions internationales pour maintenir son emprise sur les politiques menées, ce qui est contraire à des perspectives de paix dans le monde. Il nous faut approfondir nos réflexions sur le rôle et le fonctionnement de l'ONU (exemple: résolutions contre Israël jamais appliquées) mais également sur le rôle du FMI et de l'OMC dont les dirigeants sont des socio-démocrates français (Strauss-Khan et Lamy) et affirmer nos positions adoptées à l'ANA en 2008, à savoir la dissolution de ces deux dernières institutions.

## **Donner une dimension européenne à nos combats**

L'objectif actuel des dirigeants européens étant de créer « l'économie de la connaissance la plus compétitive du monde », l'UEC doit également riposter à l'échelle européenne : pour nous la connaissance est un bien commun qui doit être sorti de toute logique marchande. Nous ne sommes d'ailleurs pas seuls dans cette bataille : les étudiants allemands, italiens, grecs ont encore récemment montrés qu'eux aussi s'opposent à ces politiques. Il nous faut donc mutualiser nos moyens d'actions pour mener un travail de fond avec nos partenaires sur l'avenir de l'enseignement supérieur en Europe. Mais nous ne pouvons nous contenter de ce travail : l'UE, c'est aussi une gouvernance, une banque centrale et une politique extérieure sans contrôle démocratique qui chaque jour aggravent les conditions de vie de millions de personnes. Nous devons coordonner nos actions au sein du MJCF pour construire l'alternative à ces politiques.

## **Analyser la crise mondialisée du capitalisme pour contribuer à son dépassement**

Les conséquences de la crise mondiale dans la vie des populations les plus pauvres, les conséquences des réformes de l'éducation dans de nombreux pays doivent nous amener à nous adresser à la population pour organiser la montée des revendications, comme on a pu le voir en Guadeloupe. Aujourd'hui nous devons bien montrer le rôle dévastateur du capitalisme sur les jeunes, les moins jeunes, et les couches populaires. Nous sommes dans une phase intense de lutte des classes. Nous devons dans le même temps, en coopération avec d'autres organisations étudiantes nationales et internationales, nous engager dans la réflexion de projet de développement, comme par exemple le séminaire de Dakar en août prochain avec le MEEPIT, le MJCF et sous la responsabilité du PIT.